Une image contenant texte, Police, blanc, typographie

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

**NOM SECTEUR AMENAGE**

**REGLEMENT INTER-CHANTIERS**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Version** | **Nature** | **Rédaction** | **Validation** | **Date** |
| 1 | Création |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

**Table des matières**

[1. OBJECTIFS DU REGLEMENT INTER-CHANTIERS ET CHAMP D’APPLICATION 5](#_Toc195084340)

[2. STRUCTURES INTERVENANTES 6](#_Toc195084341)

[3. PRESENTATION DU PROJET 6](#_Toc195084342)

[3.1 Contexte 6](#_Toc195084343)

[3.2 Les opérations d’aménagement et de construction 7](#_Toc195084344)

[3.2.1 Opérations d’aménagement des espaces publics 7](#_Toc195084345)

[3.2.2 Opérations des concessionnaires 7](#_Toc195084346)

[3.2.3 Opérations de construction des opérateurs 7](#_Toc195084347)

[3.3 Les acteurs et leurs compétences 8](#_Toc195084348)

[3.3.1 La Métropole de Lyon 8](#_Toc195084349)

[3.3.2 La commune de ………….. 8](#_Toc195084350)

[3.3.3 L’aménageur 8](#_Toc195084351)

[3.3.3.1 Organisation de l’Aménageur (nom Aménageur) 8](#_Toc195084352)

[3.3.3.2 Les ressources externes de l’aménageur 9](#_Toc195084353)

[3.3.3.3 Les gestionnaires du Domaine Public 9](#_Toc195084354)

[3.3.4 Les opérateurs des ilots privés 10](#_Toc195084355)

[3.3.5 Les concessionnaires 11](#_Toc195084356)

[4. CADRAGE DE LA COORDINATION INTER-CHANTIERS 11](#_Toc195084357)

[4.1 Objectifs et conditions de réussite 11](#_Toc195084358)

[4.2 La cellule de coordination inter-chantiers 12](#_Toc195084359)

[4.2.1 Les acteurs de la cellule de coordination inter-chantiers 12](#_Toc195084360)

[4.2.1.1 L’aménageur 12](#_Toc195084361)

[4.2.1.2 L’OPC-IC 12](#_Toc195084362)

[4.2.1.3 Le CSPS-IC 12](#_Toc195084363)

[4.2.1.4 L’AMO Logistique-IC 12](#_Toc195084364)

[4.2.2 Les acteurs en lien avec la cellule de coordination inter-chantiers 12](#_Toc195084365)

[4.2.2.1 L’Opérateur logistique-IC 12](#_Toc195084366)

[4.2.2.2 Les opérateurs, les concessionnaires et leurs intervenants respectifs (MOE, CSPS, entreprises de travaux, opérateur logistique) 12](#_Toc195084367)

[4.2.3 Les modalités de fonctionnement de la Cellule de coordination inter-chantiers 13](#_Toc195084368)

[4.2.3.1 Réunions de coordination inter-chantiers 13](#_Toc195084369)

[4.2.3.2 Réunions de lancement et de revue de projet avec les opérateurs 14](#_Toc195084370)

[4.2.3.3 Réunions spécifiques avec les concessionnaires 14](#_Toc195084371)

[4.2.3.4 CISSCT propre à chaque opération 14](#_Toc195084372)

[4.2.4 Les pièces écrites relatives à la coordination inter-chantiers 15](#_Toc195084373)

[4.2.4.1 Fiche Opération 15](#_Toc195084374)

[4.2.4.2 Le règlement d’organisation logistique - ROL 16](#_Toc195084375)

[4.2.4.3 La Note d’Organisation de Chantier (NOC) avec ses 3 PIC d’une opération de construction 16](#_Toc195084376)

[5. PRESTATIONS COMMUNES INTER-CHANTIERS 17](#_Toc195084377)

[5.1 Bases vie mutualisées 17](#_Toc195084378)

[5.2 Clôture de chantier - Barriérage 18](#_Toc195084379)

[5.3 Gardiennage 20](#_Toc195084380)

[5.4 Gestion des accès au secteur aménagé 20](#_Toc195084381)

[5.4.1 Mise en œuvre du plan de circulation Piétons et Véhicules 21](#_Toc195084382)

[5.4.2 Eclairage des zones communes 22](#_Toc195084383)

[5.4.3 Identification de personnes habilitées à entrer sur le site / Accueil et information 22](#_Toc195084384)

[5.4.4 Rapport des agent.es de sécurité 23](#_Toc195084385)

[6. En cas d’accident 24](#_Toc195084386)

[7. Raccordement aux réseaux en phase chantier 24](#_Toc195084387)

[8. Tenue et environnement de chantier 25](#_Toc195084388)

[8.1 Objectifs 25](#_Toc195084389)

[8.2 Application sur chantier 25](#_Toc195084390)

[8.3 Prévention situationnelle 25](#_Toc195084391)

[8.4 Lutte contre les nuisances 25](#_Toc195084392)

[8.5 Mesures concernant le bruit des chantiers 25](#_Toc195084393)

[8.6 Propreté et respect des abords de chantiers 26](#_Toc195084394)

[8.7 Prévention des risques de pollution des sols et sous-sols 26](#_Toc195084395)

[8.8 Protection des arbres 26](#_Toc195084396)

[8.9 Mesures d’évitement et de réduction des impacts environnementaux du projet 27](#_Toc195084397)

[9. Mise en exergue des zones à protéger et des zones à maintenir en fonctionnalité 28](#_Toc195084398)

[9.1 Les zones restées ouvertes au public 28](#_Toc195084399)

[9.2 Les zones d’espaces verts à protéger 28](#_Toc195084400)

[9.3 Les zones de protections vis-à-vis de la faune/flore 28](#_Toc195084401)

[9.4 Les zones d’expérimentations 28](#_Toc195084402)

[9.5 Les zones de prototypes 28](#_Toc195084403)

[9.6 Les zones avec les fonctionnalités à maintenir 28](#_Toc195084404)

[10. Réalisation des remblaiement contiguës d’ouvrages 28](#_Toc195084405)

[11. Procédure demande d’emprise exceptionnelle 29](#_Toc195084406)

[12. Communication avec les riverains 29](#_Toc195084407)

[13. Compte inter-chantiers 29](#_Toc195084408)

[14. MISE EN SERVICE DES ESPACES PUBLICS / ARRIVEE DES PREMIERS HABITANTS 31](#_Toc195084409)

[14.1 Rétrocession et notion d’unité fonctionnelle 31](#_Toc195084410)

[14.2 Service de secours SDMIS 31](#_Toc195084411)

[14.3 Collecte des ordures ménagères 32](#_Toc195084412)

[14.4 Entretien et nettoyage de voirie 32](#_Toc195084413)

[14.4.1 Entretien avant rétrocession 32](#_Toc195084414)

[14.4.2 Entretien après rétrocession 32](#_Toc195084415)

[14.5 Entretien des espaces verts 32](#_Toc195084416)

[14.6 Entretien de l’éclairage public 33](#_Toc195084417)

[15. COMMUNICATION 33](#_Toc195084418)

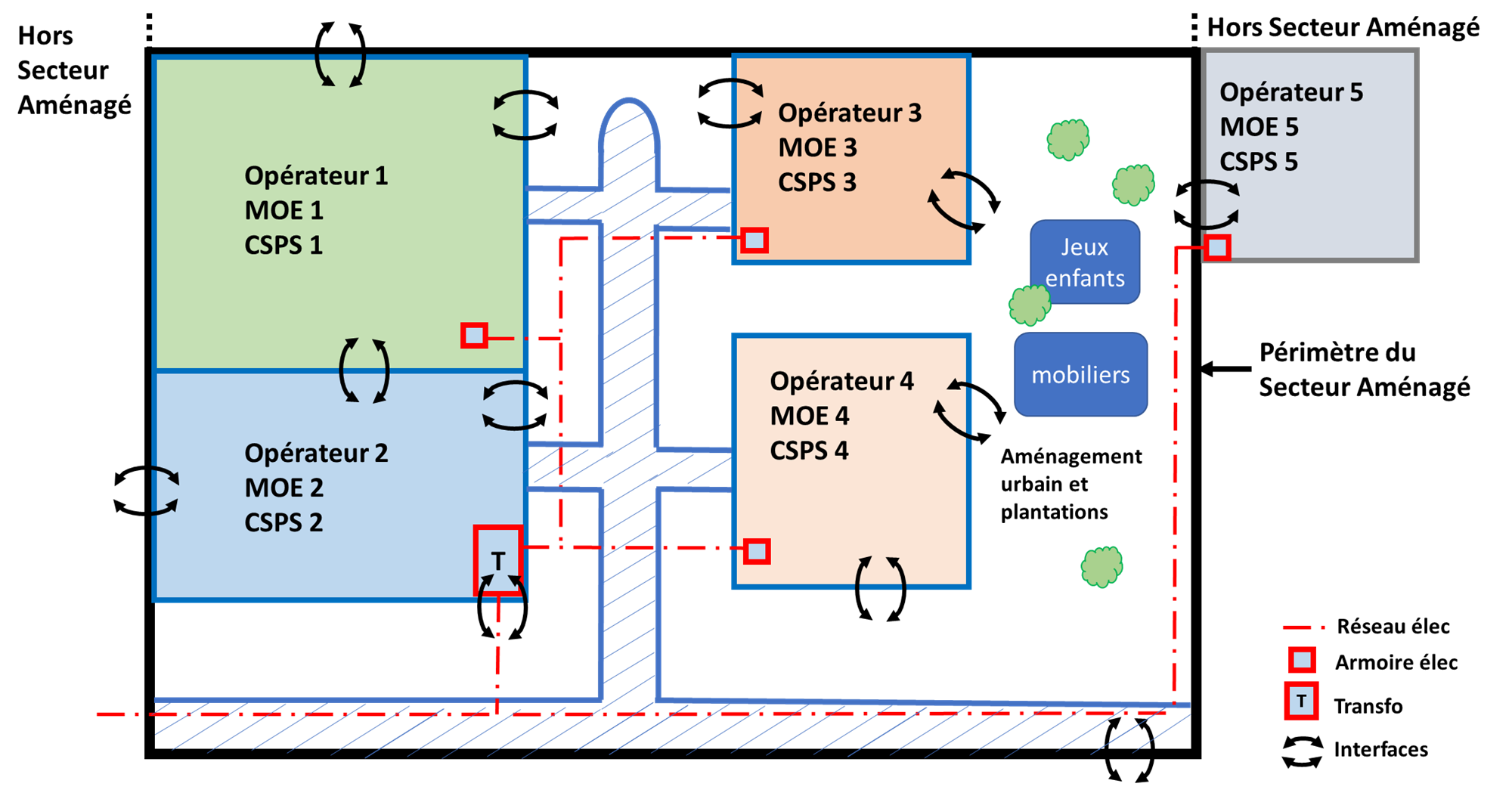
[ANNEXE 1 – Manquement au règlement 34](#_Toc195084419)

[ANNEXE 2 – Rappel des procédures d’autorisation sur domaine public 35](#_Toc195084420)

# OBJECTIFS DU REGLEMENT INTER-CHANTIERS ET CHAMP D’APPLICATION

*Aménageur* a impulsé une **démarche de concertation entre maîtres d’Ouvrage** sur le périmètre *nom du projet* conformément à l’article L4531-3 code du travail.

*« Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci se concertent afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions. »*



**Illustration des interfaces entre les différentes opérations sur un secteur aménagé et son environnement**

Dans ce sens, ce règlement est élaboré afin de **définir des règles et des mesures communes d’organisation inter-chantiers** permettant de répondre non seulement aux obligations réglementaires, mais aussi aux enjeux de production et de santé et sécurité des usagers et des intervenants sur toute la durée de construction du secteur aménagé.

**Le présent règlement inter-chantiers s’applique :**

* aux Maîtres d’Ouvrage des différents projets d’aménagement et de construction
* à tous les intervenants, sous-traitants, prestataires, louageurs, Maîtres d’Ouvrages déléguées, Maîtres d’œuvre, CSPS, entreprises de travaux, concessionnaires, etc.

L’objectif est de **permettre la coordination des chantiers d’espaces publics et les projets des opérateurs**, tout en limitant la gêne aux usagers et habitant.es du quartier. Ce règlement énumère également les principales exigences de l’Aménageur spécifiques aux opérateurs et concessionnaires.

Il est nécessaire de **rappeler que chaque maître d’ouvrage et chaque entreprise de travaux restent responsables de ses actions en matière de sécurité et protection de la santé du personnel et des tiers** dans le périmètre *nom du projet*.

**Le règlement sera amené à évoluer et fera l’objet de versions indicées** transmises par l’Aménageur aux opérateurs.

**L’intégration du présent règlement inter-chantiers par les opérateurs dans leurs contrats conclus pour la réalisation de leur projet avec les entreprises mandatées** (MOE, OPC, CSPS, Opérateur logistique, entreprises de travaux) **est demandée par** **l’aménageur** ; ceci afin que chaque entreprise intègre dans son organisation des travaux et ce dès la phase de conception, les règles communes et les outils de pilotage et de coordination qui en découlent.

# STRUCTURES INTERVENANTES

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Intervenant.es | Raison sociale | Adresse postale | Nom Contact | Tel et mail |
| Aménageur |  |  |  |  |
| AMO Aménageur |  |  |  |  |
| OPC Inter-chantiers |  |  |  |  |
| CSPS Inter-Chantiers |  |  |  |  |
| AMO Logistique inter-chantiers |  |  |  |  |
| Opérateur Logistique inter-chantiers |  |  |  |  |
| Architecte en chef |  |  |  |  |
| MOE Travaux Aménagement |  |  |  |  |
| OPC Travaux Aménagement |  |  |  |  |
| CSPS Travaux Aménagement |  |  |  |  |

# PRESENTATION DU PROJET

## Contexte

*Genèse du projet + les objectifs, les données administratives et contractuelles….*

*Mettre plan périmètre…. + tout document permettant de comprendre le projet*

## Les opérations d’aménagement et de construction

Trois types d’opérations interfèrent et interagissent au sein du secteur aménagé. Elles doivent être considérées de manière indépendante mais comme faisant partie de l’ensemble du projet.

### Opérations d’aménagement des espaces publics

Les opérations d’aménagement des espaces publics sont réalisées sous maîtrise d’ouvrage de l’aménageur avec pour maîtrise d’œuvre nom MOE. Ils concernent l’aménagement des futures voiries publiques de …., mais également des espaces tels …………………….

Ces travaux concernent également la réalisation des plateformes sur chacun des ilots et des travaux de viabilisation associés. Les branchements des îlots aux réseaux des concessionnaires restent à la charge des opérateurs.

Ces travaux sont phasés en deux temps :

* **Travaux de viabilisation provisoire et de réseau humides** (eaux usées, eau potable, eaux pluviales, chauffage urbain) pour permettre l’accès aux chantiers des promoteurs et les raccordements provisoires. Les voiries sont mises en œuvre jusqu’à la couche d’assise. Cette dernière servira de base à la couche de roulement pour les voiries définitives.
* **Travaux d’aménagement définitifs** comprenant :

### Travaux de réseaux secs (télécommunication, électricité, éclairage public, vidéosurveillance). Ces travaux ont lieu sous les futurs trottoirs après le gros œuvre des îlots lorsque les débords des ilots privés par les opérateurs n’ont plus lieu.

* **Travaux de plantations et de revêtements/bordures.** Ces travaux ont lieu à la fin du chantier des opérateurs, avant la livraison des logements pour permettre aux futurs habitants de vivre dans un environnement qui n’est plus un chantier.

### Opérations des concessionnaires

Les concessionnaires peuvent avoir des interventions importantes sur le périmètre du secteur aménagé comme Enedis pour le réseau d’électricité ou ELM Dalkia pour le feeder principal de chauffage urbain alimentant le secteur aménagé XXX. Mais ils peuvent également avoir des interventions plus ponctuelles pour les travaux de branchements des îlots privés ou encore pour des réparations diverses ou même l’entretien de leur réseau.

### Opérations de construction des opérateurs

Les opérations de construction des opérateurs sont réalisées sous leur maîtrise d’ouvrage propre sur les emprises des îlots privés.

Les chantiers des opérateurs sont réalisés au fur et à mesure des travaux des espaces publics et de la vente des futurs logements. Ils sont répartis géographiquement tel que représenté ci-dessous. Le secteur aménagé XXX comportera des logements en accession libre, en locatif intermédiaire et en locatif social, des locaux de commerces et de petites activités, des bureaux et un parc tertiaire, des hôtels, une crèche et une résidence service.

*Mettre plan du projet en mettant en exergue : les espaces publics à aménager et les lots à bâtir*

*Mettre tableau des lots avec destination produits, m² SDP et nb logements*

## Les acteurs et leurs compétences

### La Métropole de Lyon

**La Métropole de Lyon exerce entre autres des compétences en matière de :**

* Plan Local d’Urbanisme : pilotage des procédures et des études d’évolution du PLU, portage des objectifs du PLU dans la mise en œuvre des projets ;
* Circulation et déplacements : pilotage ou validation d’études de déplacements dans le cadre de projets d’aménagement, gestion de la circulation métropolitaine et mesure des impacts des projets sur la circulation générale ; à ce titre, la Métropole pilote la démarche Onlymoov’ et « Chantiers perturbants » ;
* Aménagement et voirie : services compétents en matière de maîtrise d’ouvrage publique pour tout type de projet (ZAC, aménagement d’espace public ou de voirie, infrastructures…).
* La métropole est l’autorité concédante du secteur aménagé XXX

**Contact :** Métropole de Lyon 20, rue du Lac CS 33569 69505 Lyon Cedex 3 Tél : 04 78 63 40 40

### La commune de …………..

La Ville de ……………. est associée au projet de ………………. qui vise à ………………….

**La Ville de ………………. exerce des compétences en matière de :**

* Urbanisme réglementaire : instruction et délivrance des autorisations d’urbanisme, application du PLU, renseignements cadastraux et certificats de conformité ;
* Circulation et stationnement : délivrance des arrêtés de circulation et des autorisations d’occuper le domaine public
* Maîtrise d’ouvrage et exploitation de l’éclairage public et des espaces verts
* Maîtrise d’ouvrage des équipements publics relevant de sa compétence

**Contact :** …………………….

### L’aménageur

L’aménageur est titulaire de la concession d’aménagement pour le compte de …………… qui coordonne les opérations menées par différents partenaires :

* Démolitions/Constructions d’équipements publics (Ville de ……..)
* Constructions d’îlots privés (aménageurs / bailleurs sociaux / promoteurs)
* Travaux Tramway (………….)
* Démolitions des immeubles (privés, bailleurs)
* Travaux Espaces Publics (aménageur)

#### Organisation de l’Aménageur (nom Aménageur)

L’aménageur a pour objet de piloter le projet, faire émerger les opérations et coordonner les études et les chantiers.

Il est ainsi chargé de la définition et du suivi du projet et des études, de la coordination des acteurs et opérateurs, de la communication et de la représentation du projet. Il est garant du respect de la stratégie du projet et assure le reporting auprès des élu.es.

**Au-delà de la définition du projet dans son ensemble et sur toutes ses thématiques, l’aménageur a cinq rôles principaux :**

* (Faire) réaliser toutes les études préalables aux actions d’aménagement.
* (Faire) procéder à toutes les acquisitions d’immeubles bâtis ou d'emprises non bâties en vue de leur mise en valeur, ainsi qu’à toutes les déconstructions/démolitions nécessaires.
* (Faire) établir tous les contrats ou conventions en vue d’assurer la maîtrise foncière préalable à la réalisation d’opérations d’aménagement, et encadrer la cession à des tiers à des fins de construction.
* (Faire) réaliser tous les travaux nécessaires à la viabilisation des différents lots (déconstruction/démolition des bâtiments existants, dévoiement des réseaux si nécessaire, aménagement des espaces communs partagés).
* Promouvoir le projet, entreprendre les actions de communication et de concertation susceptibles d’en favoriser la réalisation et gérer les interactions avec les usager.es et les habitant.es

C’est en considération de la globalité des missions assurées par l’aménageur sur le périmètre que l’aménageur assure la coordination des différents chantiers sur tout le périmètre du secteur aménagé.

#### Les ressources externes de l’aménageur

1. Les prestataires désignés par l’aménageur

L’aménageur a désigné une équipe pluridisciplinaire constituée des compétences suivantes (liste non exhaustive) :

Pour les opérations d’aménagement des espaces publics

* Architecte en chef et AMO Aménageur
* Maîtrise d'œuvre Aménageur
* OPC Aménageur
* CSPS Aménageur

Pour coordonner l’ensemble des opérations d’aménagement, de construction des îlots privés et les opérations des concessionnaires

* OPC inter-chantiers (OPC-IC),
* CSPS inter-chantiers (CSPS-IC),
* AMO Logistique inter-chantiers

**La cellule de coordination interchantiers est l’instance de concertation et de coordination des différentes opérations. Elle est mise en place par l’aménageur et pilotée par l’OPC-IC. Ses missions et modalités de fonctionnement sont décrites ci-après.**

*(à adapter selon projet).*

#### Les gestionnaires du Domaine Public

Les services désignés sous ce terme sont les services de la Ville de …………….. et de la Métropole de Lyon compétents en matière d’occupation du domaine public que ce soit pour des Autorisations d’Occupation Temporaire (AOT) ou pour des arrêtés de circulation et stationnement.

1. Le service Urbanisme de la ville de ………….

**Ce service est compétent pour les missions suivantes :**

* Instruction des autorisations du droit des sols : permis de construire, de démolir, certificat d’urbanisme, permis d’aménager, déclaration préalable, etc.
* Gestion des procédures de planification urbaine
* Enquêtes publiques, renseignements cadastraux et d’urbanisme, numérotation des voies
* Acquisitions et ventes du foncier communal, préemptions
* Gestion de la sécurité incendie et de l’accessibilité pour les personnes à mobilité réduite dans les établissements recevant du public

**Contact :**……………

1. Direction Environnement et espaces publics de la ……………..

Ce service a pour mission de réglementer la circulation, le stationnement sur le domaine public (au nom de la Ville ou de la Métropole selon le cas). Ce service délivre les arrêtés de circulation qui permettent une modification temporaire des règles de circulation et de stationnement sur le domaine public, quelle que soit l’intervention prévue (chantier, déménagement, convois…).

Il assure les missions d’entretien, de rénovation et de création d’espaces publics dans la ville de Vaulx-en-Velin en matière de voirie, d’éclairage public et d’espaces verts.

**Contact** :………….

1. Direction de la Voirie de ……………………

La direction de la voirie via sa subdivision territoriale VTPE est garante de la sécurité du domaine public (gestion, entretien), pour tout type d’usage et de la coordination des interventions sur voirie. Elle a pour mission d’instruire les déclarations d’intention de travaux sur voirie, déposées par les Maîtres d’Ouvrage via une plate-forme de type SIG : LYVIA.

Ces déclarations incluent des plans, croquis et descriptifs, nécessaire à la localisation et à la définition précise des travaux envisagés.

Elle est en charge de valider, après instruction du dossier, les intentions de travaux puis les déclarations de démarrage des travaux de l’opération.

Elle est rattachée à la Délégation du développement urbain et du cadre de vie.

**Contact** :………….

1. Autres services

D’autres services gestionnaires du domaine public existent (pour les enseignes publicitaires, les droits de terrasses…), mais leur action concerne moins la vie des chantiers que les activités existantes. Ils peuvent cependant être saisis ponctuellement en cas de nécessité et en fonction de leurs compétences propres.

### Les opérateurs des ilots privés

Les opérateurs présents sur le secteur aménagé XXX sont mentionnés dans le tableau suivant.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom de l’îlot | Surface (m²) | Nom et nature de l’opération | Nom Opérateur | Adresse | Contact  Nom / Tel / Mail |
| Ilot A |  | Emergence  Construction de 123 logements |  |  |  |
| Ilot B |  |  |  |  |  |
| Ilot C |  |  |  |  |  |
| Ilot D |  |  |  |  |  |
| Ilot XX |  |  |  |  |  |

*Mettre plan de repérage.*

### Les concessionnaires

Plusieurs types d’intervenants sont amenés à réaliser des opérations, ponctuelles ou non, impactant le domaine public. Ces intervenants sont concernés par le présent document, notamment les exploitants des réseaux concessionnaires (hors raccordements gérés par les opérations et projets concessionnaires gérés par le projet d’espace public).

Ces acteurs sont également concernés par la coordination mise en œuvre par l’aménageur au moyen de la **cellule de coordination inter-chantiers**.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom concessionnaire | Périmètre | Adresse | Nom contact | Tel et mail Contact |
| Métropole de Lyon | Réseaux AEP |  |  |  |
| Métropole de Lyon | Réseaux d’assainissement |  |  |  |
| Métropole de Lyon | Réseau Mutualisé pour les Télécommunications |  |  |  |
| Services de la ville de ……… | * Réseaux d’éclairage public * Vidéosurveillance |  |  |  |
| DALKIA | Réseau de chauffage urbain |  |  |  |
| ENEDIS | Réseau d’électricité |  |  |  |
| XX | Réseau de télécommunication |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

# CADRAGE DE LA COORDINATION INTER-CHANTIERS

## Objectifs et conditions de réussite

La **coordination inter-chantiers a pour objectif de** :

* Veiller à la bonne insertion des opérations d’aménagement et de construction dans le secteur aménagé en réduisant les nuisances auprès des habitant.es et usager.es
* Prévenir les risques liés aux interfaces entre les différentes opérations de construction (heurt, manutentions, levage, risque routier, chute, etc.)
* Définir les modalités de mise en œuvre d’une logistique mutualisée inter-chantiers (optimisation de l’utilisation des espaces, gestion des flux et des livraisons en cohérence avec les besoins des entreprises de travaux (livraison, accès, circulations, stockage, etc.) et la réduction des nuisances exportées auprès des usagers

La coordination inter-chantiers repose sur le respect par les différentes opérations des trois principes ci-dessous :

* La mise en œuvre d’une **cellule de coordination inter-chantiers** par l’aménageur et pilotée par l’OPC-IC en concertation avec le CSPS-IC et avec l’appui de l’AMO Logistique inter-chantiers
* **L’intégration du règlement inter-chantiers et de la mission logistique mutualisée dans les pièces écrites** :
  + De l’opérateur à ses parties conseils et entreprises de travaux mandatées
  + Des concessionnaires à ses parties conseils et entreprises de travaux mandatées
* **La participation** **active** **aux instances de pilotage de la cellule de coordination inter-chantiers** de l’aménageur, des opérateurs et des concessionnaires, ainsi que leurs parties conseils respectives et entreprises de travaux

## La cellule de coordination inter-chantiers

### Les acteurs de la cellule de coordination inter-chantiers

#### L’aménageur

Rôle : mettre en œuvre la cellule de coordination inter-chantiers.

Contractualise avec l’OPC-IC et le CSPS-IC sur les missions spécifiques.

Contractualise avec l’OPC-IC ayant des compétences en dimensionnement de moyens logistiques ou un AMO Logistique-IC spécialiste, pour la mise en œuvre d’une mission logistique

#### L’OPC-IC

Il pilote la cellule de coordination et définit les modalités de coopération sur le secteur aménagé.

Il travaille en concertation avec le CSPS-IC sur la prévention des risques liés aux interfaces entre les différentes opérations et collabore avec l’AMO Logistique-IC sur les moyens mutualisés à prévoir et leur mise en œuvre opérationnelle.

Il anime pour le compte de l’Aménageur les réunions inter-chantiers avec les différents maîtres d’ouvrage, constructeurs et concessionnaires,

Il élabore le calendrier général d’aménagement et les phasages liés aux calendriers de chaque opération,

Il gère le compte inter-chantiers pour le compte de l’Aménageur

Veille au respect du Règlement Inter-chantiers pour le compte de l’Aménagement en lien avec les membres de la cellule de coordination inter-chantiers.

#### Le CSPS-IC

Travaille en concertation avec l’OPC-IC sur la prévention des risques liés aux interfaces entre les travaux d’aménagement des espaces publics, les opérations de construction et les opérations des concessionnaires.

#### L’AMO Logistique-IC

En collaboration étroite avec l’OPC-IC et le CSPS-IC, il étudie et définit les besoins en moyens mutualisés logistiques.

Avec la collaboration de l’aménageur, il définit et décrit la manière dont ils seront mis en œuvre. Il rédige le Règlement d’Organisation Logistique. Il appuie l’aménageur dans la consultation d’un Opérateur Logistique pour mettre en place les moyens mutalisés requis.

Il s’emploie à faire de la pédagogie auprès des opérateurs et des entreprises pour expliquer les moyens prévus, les bénéfices attendus et les modalités de fonctionnement.

Il réévalue les besoins en continu pendant le projet d’aménagement en lien avec l’OPC-IC et le CSPS-IC et adapte en fonction les dispositions et les moyens mutualisés dont la mise en œuvre est confiée à l’Opérateur Logistique. Il assure également le suivi des missions de l’Opérateur Logistique.

### Les acteurs en lien avec la cellule de coordination inter-chantiers

#### L’Opérateur logistique-IC

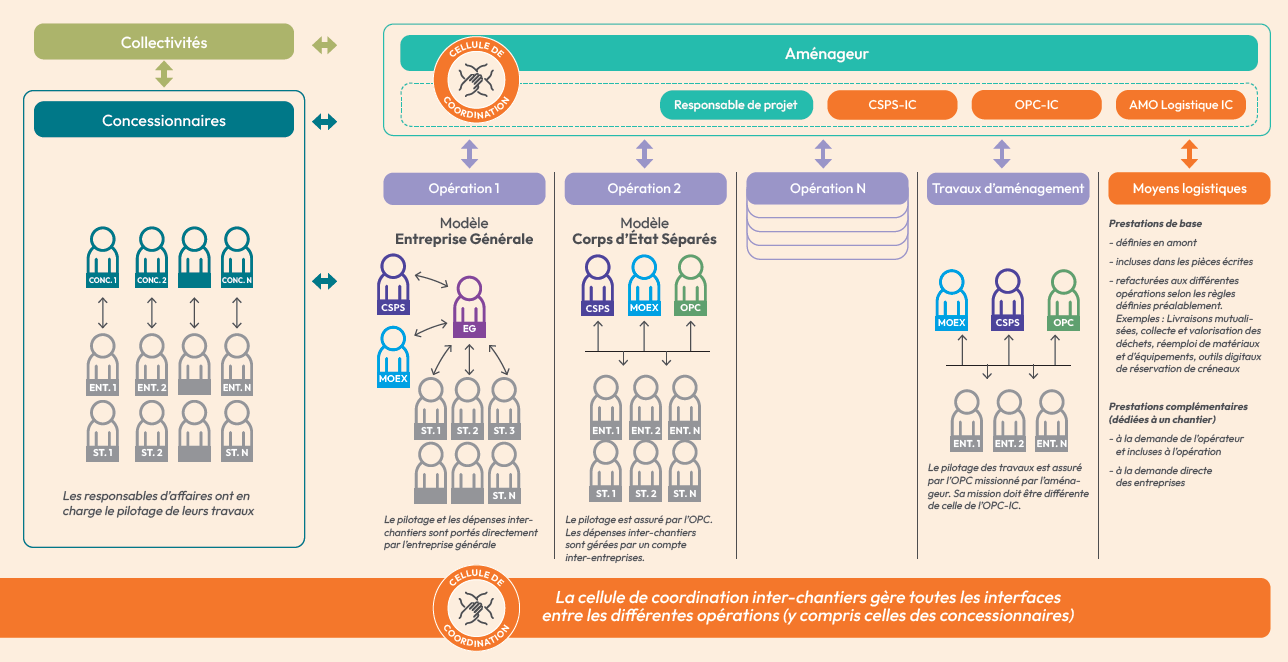
Il met en œuvre les moyens logistiques de base définis par l’AMO Logistique-IC et garantie leur utilisation selon les modalités définies dans les pièces écrites, en concertation avec l’OPC-IC et le CSPS-IC.

Il peut proposer aux opérateurs et aux entreprises directement des services supplémentaires pour le bon déroulé des opérations. Un catalogue de prestations supplémentaires et les modalités de contractualisation peuvent être définis en lien avec l’AMO Logistique-IC au préalable.

#### Les opérateurs, les concessionnaires et leurs intervenants respectifs (MOE, CSPS, entreprises de travaux, opérateur logistique)

Participent aux instances de coordination dès la phase conception de leur opération.

Anticipent et transmettent leurs besoins pour leur propre opération (accès, circulation, stockage, stationnement, livraison, etc.) ainsi que l’organisation projetée de leurs travaux (planning, PIC, etc.).



**Représentation des acteurs d’un secteur aménagé**

### Les modalités de fonctionnement de la Cellule de coordination inter-chantiers

La cellule de coordination inter-chantiers est chargée d’organiser la coopération et de gérer les interfaces inter-chantiers. Elle réunit les compétences qui permettent d’aborder les points de coordination technique, organisationnelle et de gestion des flux sur le secteur aménagé. Elle a en charge de réunir de manière régulière et collaborative les différents acteurs du secteur aménagé pour réaliser la coordination opérationnelle. Elle adaptera les réunions de coordination en fonction des étapes du projet et de l’ordre du jour à aborder (cf. détail dans le guide de bonnes pratiques - à télécharger sur Elence.fr).

On distingue 4 types de réunions à organiser pour assurer le bon déroulé des opérations.

#### Réunions de coordination inter-chantiers

Ces réunions sont organisées par l’aménageur et animées par l’OPC-IC avec la participation du CSPS-IC et de l’AMO Logistique-IC en fonction des besoins. Elles ont pour but de réunir l’ensemble des interlocuteurs du projet pour synthétiser les contraintes en termes de planning, de phasage et de coordonner l’ensemble, tant en phase de conception que de réalisation.

* **Fréquence** : selon l’actualité du projet - à minima trimestrielle
* **Parties prenantes** : l’aménageur et son équipe (OPC Aménageur, CSPS Aménageur, MOE VRD….), les opérateurs et leurs équipes (OPC, MOE, CSPS), les gestionnaires publics et concessionnaires réseaux + d’autres acteurs selon ordre du jour

Afin de permettre le déroulement des instances de coordination, **les opérateurs des opérations s’engagent à fournir les documents suivant à l’OPC-IC à minima 15 jours avant** :

* La Note d’Organisation de Chantier à jour et notamment :
* Organigramme et liste de contacts,
* Planning général études et travaux,
* Planning détaillé de réalisation,
* Plans de phasage des travaux,
* Plans des raccordements provisoires et définitifs,
* Plans des installations de chantier modifié,
* Flux de chantier attendus par accès et plan de circulation des camions,
* Plans masses et détaillés des opérations.
* Etat d’avancement du projet : plannings pointés et commentés
* Autres éléments d’information relatifs à des points à aborder en séance.

#### Réunions de lancement et de revue de projet avec les opérateurs

Ces revues de projet sont organisées et animées par l’aménageur avec la participation de l’OPC-IC, du CSPS-IC et de l’AMO Logistique-IC au besoin.

Lors de ces réunions sont évoqués les aspects techniques du projet : la gouvernance générale, les aspects fonciers, attendus environnementaux, la commercialisation et la gouvernance technique (PC, travaux planning réseaux etc..).

* **Fréquence** : selon l’actualité du projet - à minima mensuelle
* **Parties prenantes** : l’aménageur et les opérateurs. Selon ordre du jour et actualités, éventuellement OPC-IC, CSPS-IC, CSPS de chaque opération, entreprises de travaux, et concessionnaires réseaux

Afin de permettre le bon déroulement des instances de coordination, **les opérateurs et l’aménageur s’engagent à transmettre les points à aborder au moins 7 jours avant.**

#### Réunions spécifiques avec les concessionnaires

Elles ont pour but de planifier et coordonner les travaux des concessionnaires en interface avec les opérations de construction.

Elles sont organisées par la cellule de coordination et pilotées par l’OPC-IC en concertation avec le CSPS-IC.

Procédé itératif à chaque lancement d’une nouvelle zone à aménager ou d’une nouvelle opération de construction sur une parcelle (possibilité de regrouper plusieurs opérateurs)

**En phase de préparation des travaux de l’opération de construction**

1. Etablir la **liste de tous les concessionnaires et des entreprises intervenantes** (avec coordonnées complètes)
2. Définir le **planning des besoins d’interventions de raccordement**, lot par lot. L’opérateur définit ses besoins (puissance, délais, etc.)
3. Réaliser une **réunion de lancement** avec tous les concessionnaires et les opérateurs pour définir les modalités de fonctionnement au sein de la cellule de coordination – Voir ordre du jour type.

**En phase de réalisation des travaux de l’opération de construction**

1. Réaliser des **réunions de suivi en cours de travaux** pour actualiser les besoins et la prise en compte par les concessionnaires, aménageurs et opérateurs

**Réunion « M-6 mois » avant la fin des travaux de construction** : l’OPC Inter-chantiers initie une **réunion de coordination** pour préparer les travaux de raccordement par le concessionnaire

1. **Avant toute intervention : réaliser une Visite d’inspection commune** organisée par le CSPS avec le concessionnaire et l’entreprise de travaux en amont de l’intervention avec rédaction du PPSPS associé
2. **Validation de l’intervention par l’OPC Inter-chantiers**

Voir livrable « Processus Intervention des concessionnaires » - à télécharger sur Elence.fr

#### CISSCT propre à chaque opération

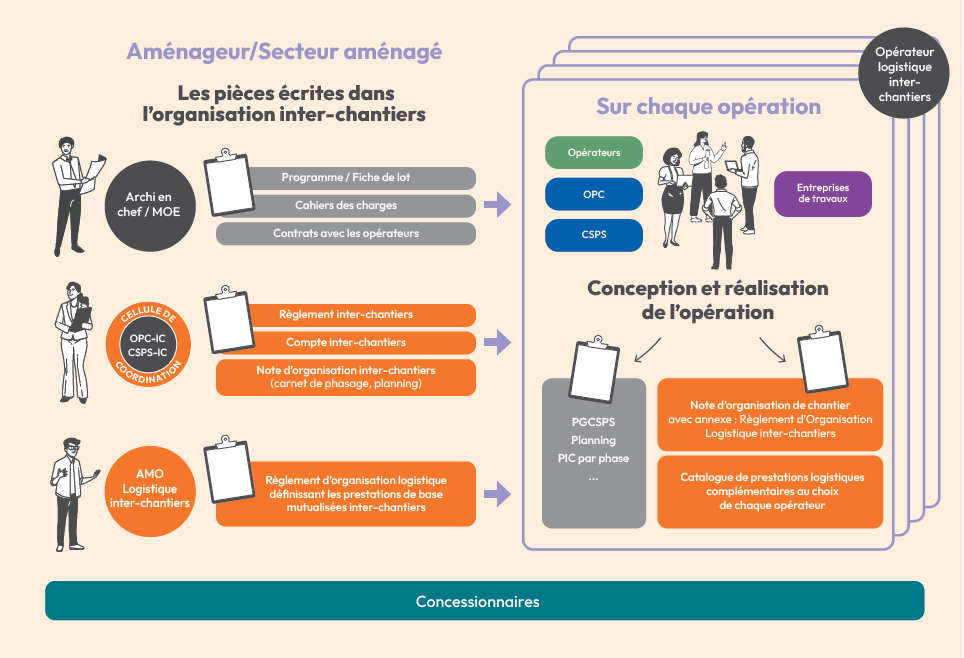
Le CISSCT est le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail qui doit être mis en place pour des opérations relevant d’une coordination SPS de niveau 1.

**L’ordre du jour de chaque CISSCT devra prévoir un point sur la coactivité inter-chantiers** dans le périmètre du secteur aménagé dans le cadre des risques exportés et importés.

En cas d’éléments particuliers, le CSPS de l’opération concerné fera remonter l’information au CSPS-IC pour information et traitement le cas échéant.

### Les pièces écrites relatives à la coordination inter-chantiers

* **Le règlement inter-chantiers** (présent document)
* **La note d’organisation inter-chantiers**. Elle est constituée :
  + du **carnet de phasage** (Check-liste Carnet de Phasage - à télécharger sur Elence.fr)
  + des **Fiches Opération** (Fiche Opération Type - à télécharger sur Elence.fr)
* **Le règlement d’organisation logistique (ROL)** (Document ROL - à télécharger sur Elence.fr).
* **Les Notes d’organisation de chantier (NOC)** (Note d’Organisation de chantier type - à télécharger sur Elence.fr)



**Les pièces écrites dans l’organisation inter-chantiers**

#### Fiche Opération

Chaque opérateur remplit et met à jour une fiche descriptive de son opération. Cette fiche permettra d’identifier les caractéristiques majeures de chaque chantier pour faciliter la coordination entre les différents chantiers internes au secteur aménagé.

Elle devra être fournie dès l’acte de cession des terrains et être renvoyée à chaque mise à jour (finalisation des PIC en phase DCE, choix des entreprises de travaux, etc.).

Ce document sera mis à jour par l’opérateur autant que besoin.

La trame de la Fiche d’Opération est à télécharger sur Elence.fr.

#### Le règlement d’organisation logistique - ROL

Le ROL pose le cadre des prestations logistiques et moyens mutualisés mis en œuvre sur le secteur aménagé. Il est rédigé par l’AMO Logistique-IC qui aura dimensionné au préalable les moyens nécessaires en fonction des enjeux de l’aménageur. Il est rédigé en collaboration avec l’OPC-IC et le CSPS-IC pour assurer la cohérence globale de la réalisation opérationnelle des projets. Il décrit les modalités de fonctionnement, de coopération et de financement des différents services mis en œuvre ainsi que les obligations contractuelles des opérateurs et des entreprises. Un document type est téléchargeable sur Elence.fr.

Le ROL fait partie des pièces écrites contractuelles :

* entre l’aménageur et l’opérateur
* entre l’aménageur et les concessionnaires
* entre les concessionnaires et les opérateurs
* entre chaque opérateur et ses intervenants (MOE, CSPS et Entreprises de travaux)

Le ROL constitue une annexe du Règlement inter-chantiers.

Le ROL s’appliquant à l’organisation des travaux de chaque opération de construction ou des travaux des concessionnaires, il sera intégré dans les DCE des opérations concernées par les opérateurs et les concessionnaires. Il constitue l’annexe de la NOC de chaque opération de construction.

#### La Note d’Organisation de Chantier (NOC) avec ses 3 PIC d’une opération de construction

**Objectifs de la Note d’Organisation de Chantier**

La Note d’Organisation du Chantier (NOC) constitue une proposition d’organisation des flux physiques (véhicules, personnes, matériaux, …), des moyens logistiques communs et des éléments de prévention collective au sein d’une opération de construction. Elle intègre les Plans d’Installation de Chantier (PIC) pour chacune des phases principales du chantier. Elle a pour but de :

* Anticiper la logistique et la prévention collective dès la phase amont
* Fournir à l’ensemble des acteurs de l’opération, et notamment aux entreprises consultées, dans un seul document une vision globale de l’opération et de l’organisation des travaux
* Fournir à l’aménageur des éléments d’organisation des travaux lui permettant de gérer les interfaces le plus en amont possible

Cette note devra être en cohérence avec les autres pièces écrites a minima :

* le PGCSPS,
* les CCTP et DPGF,
* le planning d’exécution.

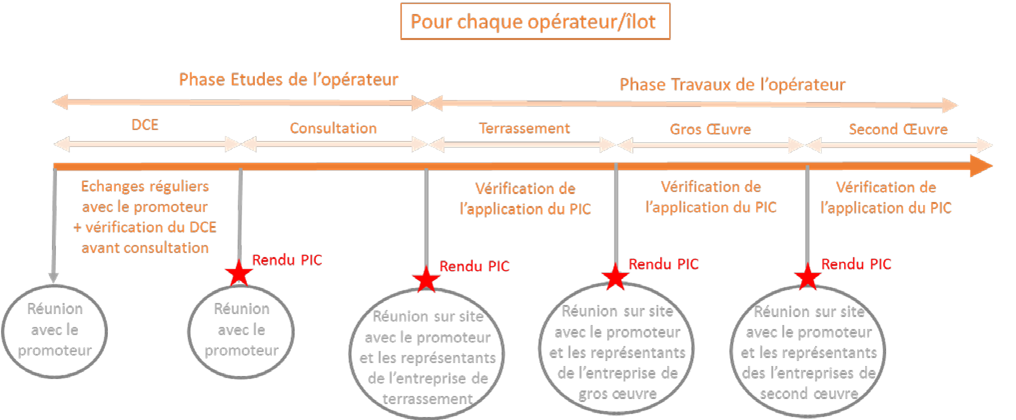
La Note d’Organisation de Chantier intègre a minima 3 PIC élaborés en phase conception par l’OPC de l’opération de construction en concertation avec le CSPS et fait partie intégrante du DCE :

* PIC de la phase terrassement
* PIC de la phase Gros-Œuvre
* PIC de la phase Corps d’Etat Secondaires (CES)

S’appuyer sur la Check Liste PIC - à télécharger sur Elence.fr

Les PIC doivent être validés par l’aménageur et l’OPC-IC en concertation avec le CSPS-IC dès la phase DCE et au plus tard avant la fin de la consultation des entreprises.

En cas de non-transmission, l’aménageur se réserve le droit d’arrêter le chantier.



**Illustration d’un exemple de jalons de validation des PIC propres à chaque opération – A adapter selon projets**

# PRESTATIONS COMMUNES INTER-CHANTIERS

Un lot « Prestations communes inter-chantiers » définit la mise en œuvre des prestations communes suivantes.

## Bases vie mutualisées

**La base vie principale** est mutualisée pour les besoins de plusieurs opérations. Les besoins des opérations sont identifiés par les opérateurs sur la Fiche Opération et la NOC, documents à produire dans le cadre de la coordination.

La base-vie est :

* alimentée en fluides et énergie,
* raccordée aux réseaux d’eau potable et d’assainissement,
* ventilée mécaniquement avec de l'air sain,
* chauffée et climatisée
* constituée de bungalow de couleur blanche ou grise
* nettoyée une fois par jour par une entreprise de nettoyage extérieure

Elle est dimensionnée pour accueillir XXX personnes et équipée de :

* Réfectoire, vestiaire et sanitaires reliés avec dimensionnement selon la réglementation avec sanitaires réservés aux femmes
* Bureaux
* Salles de réunion

L’accès des piétons à la base vie se fait « en chaussures de ville », de manière séparée de l’accès des engins et PL et doit rester praticable par tous les temps et doit être équipé d’un éclairage adapté lors des périodes de faible amplitude solaire.

Elle dispose :

* D’une zone abritée de stationnement des vélos
* D’une zone de stationnement des VL et VUL réalisée en bicouche pour XXXXX places

**Une base vie secondaire** complémentaire sera mise en place pour accueillir le personnel des chantiers XXXX. (voir carnet de phasage – check-liste Carnet de phasage à télécharger sur Elence.fr).

**XX blocs sanitaires autonomes** seront mis à disposition du personnel pour desservir les zones XXX et YYY du secteur aménagé.

**XX défibrillateurs automatiques** sont installés :

* dans le poste de garde situé XXXX,
* dans la base vie principale
* etc…

Dans le cas où une opération de construction ne pourrait pas bénéficier de la base vie mutualisée mise à disposition par l’Aménageur pour des raisons techniques ou organisationnelles, l’opérateur concerné mettra en place sa propre base-vie dans l’emprise de son chantier. Le positionnement et les caractéristiques des bases vies de chantier est à représenter sur les plans d’installations de chantier dans la NOC. La base-vie respectera les mêmes exigences que celles décrites en tête de ce paragraphe.

Préconisations sur les caractéristiques de la base vie :

* Mettre en place une structure porteuse des bungalows comprenant des contreventements si nécessaire
* Prévoir un accès piéton indépendant viabilisé (cheminement en dur, éclairé, séparé des engins) donnant directement sur l’extérieur du secteur aménagé
* Mettre en place des escaliers métalliques d’accès aux bungalows en étage
* S’assurer que les portes d’accès s’ouvrent vers l’extérieur
* Prévoir des fenêtres ouvrantes (éclairage naturel) et un éclairage artificiel atteignant un niveau moyen de 200 lux et à minima de 120 lux au sol
* Garantir une température de 18°C au minimum dans le réfectoire, et de 20°C dans les autres locaux
* Assurer le renouvellement en air neuf par une ventilation mécanique
* Utiliser des chauffe-eau électriques pour produire l’eau chaude : 50°C aux points de puisage et > 60°C dans les équipements de stockage
* Prévoir des revêtements de sol et des parois permettant un nettoyage facile et efficace
* Prévoir une armoire dédiée au stockage des produits d’entretien ainsi qu’un déversoir pour évacuer les eaux de nettoyage
* Installer des sanitaires chimiques et lave-mains sur les zones de travaux à l’avancement du chantier
* Mettre en place la protection incendie selon règlementation ou avis service de pompier : stabilité au feu, signalisation et éclairage de sécurité, alarme sonore audible en tout point, au moins un extincteur par bungalows (révisé, visible et accessible) et affichage des consignes de sécurité
* Confier le nettoyage quotidien des cantonnements à une entreprise extérieure

## Clôture de chantier - Barriérage

**Installation d’une clôture de chantier continue sur l’ensemble du secteur aménagé.**

Notamment en phase initiale des travaux d’aménagement, l’ensemble du secteur aménagé sera clôturé.

La clôture sera correctement alignée, stable, liaisonnée mécaniquement et cohérente avec la charte de communication des chantiers du secteur aménagé.

La nature des clôtures doit être validée par l’aménageur 1,5 mois avant toute installation.

**Installation d’une clôture de chantier pour garantir l’obligation d’être clos et indépendant.**

La nature des clôtures doit être validée par l’aménageur 1,5 mois avant toute installation.

**Objectifs à atteindre en matière de clôture**

Les barrières et palissades doivent rester :

* Propres : en cas de dégradations (salissures, tags…), les installations doivent être nettoyées.
* Alignées : le maintien de l’alignement du barriérage est indispensable sur toute la durée des travaux, même en cas d’une modification de disposition.
* Bien tenues : les barrières doivent rester solides et maintenues dans un bon état de fonctionnement et de stabilité.
* Bien fermées : les barrières doivent maintenir les zones emprises chantier closes et inaccessibles aux riverains.

**Les typologies de clôture possibles**

* Les palissades composées de **lames verticales imbriquées sans fixations apparentes** : elles ont l’avantage de faciliter un bon alignement des palissades, de s’entretenir facilement en cas de dégradation, de s’adapter à n’importe quelle longueur de palissades et de pouvoir accueillir de l’adhésivage pour un contenu communiquant
* Les **palissades imprimées et sur-mesure** : elles permettent de présenter un aspect lisse, un bon alignement et une facilité d’entretien (elles peuvent être traitées anti-tag) ; elles sont résistantes et adaptées à des chantiers de longue durée
* **Tout type de palissade sans fixation apparente**, en matériau résistant et facilement utilisable pour des contenus communicants (par exemple en aluminium thermolaqué)
* Les clôtures intègreront un **bardage métallique sur support bois**, scellé dans des plots en béton

Les clôtures mobiles ou sur plot accessible depuis l’extérieur du chantier, type HERAS, sont proscrites en dehors des zones d’accès.

Dans tous les cas, les fixations des palissades au sol et les fixations aux jointures des palissades ne doivent pas être visibles depuis l’espace public, sauf en cas d’utilisation de Glissière Béton Armé (GBA).

Selon l’enchaînement des phases de travaux, certains linéaires de palissades peuvent être maintenus tout au long du chantier et d’autres repositionnés au cours du chantier.

**Dispositif de stabilité des clôtures**

Dans le cas de clôtures fixes pendant toute la durée du chantier, il doit être mis en place des dispositifs de fixation :

* soit ancrés au sol,
* soit avec lestage à l’intérieur du chantier,

quoi qu’il en soit toujours non apparent à l’extérieur du chantier.

Tout souhait d’ancrage au sol sur emprise public doit être signalé dans le cadre de la demande d’autorisation d’occuper le domaine public.

Dans le cas de clôtures mobiles, il est préconisé soit une palissade avec lestage à l’intérieur de l’emprise travaux soit un linéaire de GBA + demi-panneau.

**Palissades en interface avec une circulation piétonne**

Lorsque l’emprise chantier est en interface avec une circulation piétonne à maintenir, il est demandé de recréer un dispositif sécurisé de type trottoir (protection géotextile + trottoir en béton).

Ce type d’installation a l’avantage d’optimiser les largeurs disponibles sur le profil de la voie publique. En effet, le trottoir côté chantier peut être longé d’une palissade de chantier simple, éventuellement ancrée au sol.

En cas de nécessité de protection du cheminement piétons pour cause de risque chute éventuelle d’objets, de débris ou de liquides, un tunnel de protection piétons doit être mis en place.

Dans tous les cas, mise en place d’un trottoir provisoire ou tunnel de protection des piétons, le cheminement piéton doit être accessible aux PMR et avoir une largeur minimum de 1,40m.

Un dispositif de refuge est également nécessaire (tous les 100 m), afin d’offrir aux piétons un lieu de pause et de respiration, notamment dans le cas d’un long linéaire de palissades.

**Palissades en interface directe avec une circulation de véhicules**

Dans le cas d’une emprise travaux située en contact direct avec une voie de circulation générale, les palissades doivent être composées de modules de 2 m composés de GBA surmontées d’un demi-panneau.

**Ouvertures**

Les palissades intégreront la réalisation de zones grillagées ou de fenêtres grillagées sur les palissades à certains points stratégiques d’observation du chantier et assurant la sécurité des piétons (présence d’un trottoir…). Les emplacements exacts seront à valider avec l’Aménageur et la Ville de …….

Caractéristiques des fenêtres grillagées : forme rectangulaire, taille variable, positionnées entre 50 et 180 cm du sol, encadrement des fenêtres assurant la parfaite sécurité du public.

**Communication projet sur les palissades**

Sur chaque palissade, une partie sera réservée à l’aménageur et/ou la Ville de …… pour la communication d'information sur les travaux et le projet. 1/3 du linéaire sera réservé sur les petits linéaires en bordure de rues, et 1/4 sur les grands linéaires.

**Entretien et maintenance des clôtures à charge de l’opérateur**

* Le nettoyage régulier, avec un contrôle au moins deux fois par semaine, des éventuels tags et affiches sauvages
* La vérification régulière du bon alignement des palissades, un alignement mal maîtrisé contribuant à une image négative du chantier

## Gardiennage

La MOA a retenu une société de gardiennage, …………, pour gérer le contrôle d’accès au secteur aménagé XXX (véhicules, personnel de chantier, visiteurs, etc…) et assurer la surveillance générale du site le jour et la nuit.

La mission de la société de gardiennage n’intègre pas les emprises des chantiers de construction qui sont sous la responsabilité des opérateurs.

**En journée**

Deux agent.es de sécurité seront présent.es sur le site. Un.e au poste de garde qui contrôlera l’accès depuis l’entrée située ………... Un.e autre au poste de garde qui contrôlera l’accès sur …………..

Le personnel sera présent du lundi au vendredi pour une durée journalière 12 heures, soit de 6h30 à 18h30 durant toute l’année, hors jours fériés.

*Nota : Ces horaires pourront évoluer selon la saison pour optimiser le fonctionnement des chantiers (6h00 à 18h00 en été par exemple).*

En cas de demande de dépassement d’horaires de la part d’un des opérateurs d’un lot à bâtir dans le périmètre du projet ……. :

* L’opérateur doit en faire la demande à l’aménageur 24 heures à l’avance, en précisant la plage horaire souhaitée,
* L’aménageur informera la société de gardiennage,
* La société de gardiennage refacturera à l’opérateur les heures supplémentaires (avant 6h30 et après 18h30)

**La nuit**

Un.e agent.e cynophile équipé.e d’un véhicule tout-terrain avec projecteurs assurera la sécurisation du site (hors chantiers des lots à bâtir) tous les jours de 20h à 6h30 et tous les week-end et jours fériés.

**Rondes**

Les agent.es de sécurité effectuent des rondes pointées à l’intérieur et sur les abords du site, au début et en fin de vacation, (après gestion des accès le matin et soir).

A l’occasion des rondes, les agent.es de sécurité contrôlent les clôtures des zones chantiers des différentes opérations de construction.

Au cas où il serait constaté qu’une zone de chantier n’est pas close en totalité ou bien que le portail d’accès à cette zone n’est pas fermé, la société de gardiennage le renseignera dans son registre et informera le responsable du chantier concerné, l’aménageur et la cellule de coordination.

## Gestion des accès au secteur aménagé

Deux accès contrôlés sont prévus sur le secteur aménagé :

* 1 en partie Sud
* 1 en partie Est
* Pour les véhicules, avec barrière d’accès commandé par l’agent.e de sécurité depuis un poste de garde.
* Pour les piétons, avec tourniquet et badge d’accès

Les agent.es de sécurité renseigneront :

* Un « registre-journalier » pour enregistrer les entrées/sorties des PL, VL et visiteurs ;
* Un « registre-constat » pour noter tous les incidents et anomalies constatés sur le site.

**L’accueil et le contrôle d’accès**

Les agent.es de sécurité assurent :

* Le contrôle des entrées et sorties des compagnons des entreprises et des représentants de l’aménageur, des opérateurs et des concessionnaires. Ils veillent notamment à ce que les personnes souhaitant entrer dans le site portent bien leurs EPI (casque, chaussure de sécurité, chasuble) et qu’ils soient munis des badges/macarons avec le logo du projet Nom Secteur Aménagé
* Le contrôle des entrées et sorties des PL (engins de chantier et fournisseurs) et VL, en s’assurant que ces derniers présentent le macaron avec logo du projet Nom Secteur Aménagé
* l'accueil administratif et le contrôle des visiteurs, clients ou fournisseurs

Toute personne non munie d’EPI, de badges/macarons ne pourra pas entrer dans le site.

Tout véhicule ne présentant pas le macaron avec logo ……….nom du projet ne pourra pas entrer dans le site.

**Ouverture et fermeture des portails d’accès au site**

Les agent.es de sécurité ont la charge d’ouvrir et fermer les deux portails d’accès au site (l’un côté ……., l’autre côté ………..), ainsi que les barrières électriques situées au droit des postes de garde.

L’ensemble du secteur en travaux doit être fermé chaque soir par les agent.es de sécurité.

Les zones de chantier des opérateurs doivent être fermés chaque soir par le responsable de chaque chantier.

**Accès sur les emprises chantier**

L’entrée et la sortie sur l’emprise chantier doivent être identifiées pour les acteurs de l’opération, les livreurs et pour les riverains, afin de prévenir tout croisement de véhicules et de piétons.

Les portails d’entrée et de sortie doivent être solides, avec un système de fermeture hermétique et occultant.

Les portails doivent être fermés à tout moment et l’ouverture ne se fait qu’à l’approche d’un véhicule de livraison annoncé par l’Opérateur Logistique inter-chantiers.

L’opérateur organise la livraison au sein du chantier au moyen d’une personne en charge du trafic à l’entrée et à la sortie. Ce dernier doit être clairement identifié par un gilet Haute Visibilité avec l’inscription « Guide trafic ».

### Mise en œuvre du plan de circulation Piétons et Véhicules

Le **plan de circulation** est mis à jour régulièrement par l’OPC-IC en lien avec l’AMO Logistique et le CSPS-IC. Il est présenté dans le cadre de la cellule de coordination inter-chantiers et accessible de tous.

Les zones de circulations piétons et engins sont définies telles que :

* Circulations piétons et engins sans interférence
* Séparation physique au moyen de GBA
* Eclairage des circulations et éclairage renforcé des éventuelles zones de croisement
* Circulations PL/VL/Engins réalisées en grave bitume
* Cheminement piétons réalisé en grave bitume
* Aire de giration étudiée selon les gabarits des PL

Les Guides Trafic :

* Orientent les livraisons vers les zones de chantier
* Gèrent les voies de circulation et les véhicules présents sur le site pour garantir le maintien de la circulation (stationnement des véhicules de livraison et camionnettes, gestion des semi-remorques durant les opérations de livraison, mise en place des itinéraires de substitution)
* Contactent les propriétaires des véhicules en infraction par rapport au règlement intérieur de chantier
* Assurer la vacuité des voies de circulation et des accès de secours
* Veillent au respect des zones de bases vies, de stockage
* Identifient toutes les situations anormales (dépôts d’encombrements, intrusions, …)
* Vérifient également qu’un stockage ou véhicule empiète la zone d’espaces verts conservée au titre de l’arrêté préfectoral n°2016-E70, portant autorisation de destruction, d’altération ou de dégradation de sites de reproduction ou d’aires de repos d’animaux d’espèces animales protégées, de capture ou d’enlèvement, de destruction, et de perturbation intentionnelle de spécimens d’espèces animales protégées.

### Eclairage des zones communes

La société de gardiennage assure l’éclairage des zones communes aux chantiers du périmètre du secteur aménagé :

* Accès
* Zones de stockage
* Zones de livraison
* Zones de circulations piétons et véhicules
* Zones d’interférence spécifique Piétons / Véhicules ou Véhicules / Véhicules

### Identification de personnes habilitées à entrer sur le site / Accueil et information

L’aménageur ………. a déterminé plusieurs outils pour permettre une identification aisée des personnes habilitées à pénétrer dans le site.

Cet article précise la nature de ces outils, les modalités de diffusion de ces derniers, et les conditions de contrôle des agent.es de sécurité.

1. Accueil et information

Les agent.es de sécurité réaliseront l’accueil administratif de toute nouvelle personne entrant sur le chantier et tiendront un registre des personnes entrant sur le chantier.

1. Les outils

**Pour les permanents**

Les permanents sont :

• Les représentants des maîtres d’ouvrage,

• Les personnels des bureaux de contrôle, CSPS, et autres bureaux d’études techniques des maîtres d’ouvrages,

• Les personnels d’entreprises de travaux

Macarons pour les véhicules

Les macarons adhésifs seront à apposer sur les pare-brise des véhicules VL entrant dans le site. Le macaron devra être facilement visible par les agent.es de sécurité.

Tout véhicule ne présentant pas le macaron avec logo Nom Projet ne pourra pas entrer dans le site.

Fiches signalétiques et macarons pour les piétons

La fiche signalétique et le macaron adhésifs seront apposés sur le casque de chantier qui devra être porté par toute personne souhaitant pénétrer dans le site.

La fiche signalétique (format 90\*55mm) sera collée sur le côté droit du casque et le macaron (diamètre 60 mm) sur la face avant.

Toute personne non munie d’EPI, de badges/macarons ne pourra pas entrer dans le site.

**Pour les visiteurs**

Les visiteurs souhaitant accéder au site devront être impérativement accompagnés par un représentant du maître d’ouvrage concerné.

Ils devront être équipés des EPI réglementaires et notamment de chaussures de sécurité et d’un casque sur lequel devra être apposé le macaron « nom du projet – Visiteur » (diamètre 60mm).

Nota : l’aménageur ne prévoit pas de mettre à disposition des casques et chaussures de sécurité pour les visiteurs des chantiers des différents maîtres d’ouvrage.

Ils devront également porter un badge à pince dans lequel sera insérée la fiche signalétique (format 90\*55mm) qui aura préalablement été renseignée par l’agent.e de sécurité.

Cette fiche sera remise à l’agent.e de sécurité avant que le visiteur ne quitte le site, contre remise de sa pièce d’identité.

1. Modalités de diffusion des outils (badges et macarons) et information de l’aménageur

L’aménageur …… diffusera à l’ensemble des opérateurs et concessionnaires les maquettes des badges et macarons.

Chaque opérateur et chaque concessionnaire auront la charge de l’impression des badges « permanents » et des macarons (véhicule et piétons y/c visiteurs), et de la diffusion de ces outils d’identification auprès de toutes les personnes amenées à pénétrer dans le site pour son chantier.

Ils communiqueront ensuite à l’aménageur, sous forme de tableau, la liste des personnes auxquelles ces outils d’identification auront été diffusés et a minima les responsables de chantier.

Ce tableau précisera les informations suivantes :

* Nom, prénom
* Nom de l’entreprise
* Nom du chantier
* Coordonnées (téléphone et e-mail)

Une copie de ce tableau sera communiquée aux agent.es de sécurité qui le conserveront dans leurs postes de garde.

1. Modalités de contrôle par les agent.es de sécurité et engagements des maîtres d’ouvrages

**Contrôle des véhicules**

Les agent.es de sécurité valideront l’accès aux VL qui seront munis d’un macaron, dûment renseigné. Ils orienteront ces derniers sur la zone de stationnement dédiée en fonction des chantiers.

**Contrôle des personnes/piétons**

* ***Permanents***

Les agent.es de sécurité valideront l’accès des personnes qui seront munis d’un casque de chantier avec le macaron et la fiche signalétique, dûment renseignés. Ils orienteront ces derniers sur la zone de chantier en précisant le cheminement piéton sécurisé à suivre.

* ***Visiteurs***

Tout visiteur devra être accompagné par une personne du chantier sur lequel il souhaite se rendre.

Le visiteur présentera et déposera sa pièce d’identité auprès de l’agent.e de sécurité qui lui remettra la fiche signalétique appropriée pour les visiteurs.

L’accompagnant du visiteur devra être muni d’un porte badge à pince dans lequel sera insérée la fiche signalétique.

Pour sortir du site, le visiteur, toujours accompagné de la personne qu’il est venu rencontrer sur chantier, remettra à l’agent.e de sécurité la fiche signalétique et récupérera sa pièce d’identité.

### Rapport des agent.es de sécurité

Les agent.es de sécurité réalisent un rapport hebdomadaire du suivi et le transmettent à la cellule de coordination inter-chantiers pour information et, si besoin, décision ou prise d’action. Ce rapport comporte a minima les constats sur les éléments suivants :

* Clôtures de chantier
* Propreté
* Sécurité
* Circulations
* Stockages
* Stationnement
* Eclairage

Des constats photographiques sont produits en temps réel en cas de dérive ou de bonnes pratiques à valoriser.

# En cas d’accident

En cas d’accident, matériel ou humain, constaté sur les zones inter-chantiers du secteur aménagé, les agent.es de sécurité sont tenus de contacter la police et/ou les pompiers. Ils assurent l’accueil et l’orientation des secours vers la zone de l’accident afin de faciliter l’accès aux services des urgences. Ils préviennent également la cellule de coordination inter-chantiers et notamment le CSPS-IC.

L’entreprise concernée par l’accident informe les organismes de prévention dans les 24h :

* L’Inspection du travail (dans les 12h)
* La Carsat Rhône-Alpes
* L’OPPBTP
* Le service de santé au travail dont dépend la victime

**ELEMENTS CI-APRES PROPOSES MAIS NON TRAVAILLES DANS LE CADRE DE PARTAGEONS LA CONSTRUCTION**

# Raccordement aux réseaux en phase chantier

1. Réseau électrique

Sauf présence de poste de distribution public (temporaire ou définitif) réalisé dans le cadre de l’opération par l’Aménageur, l’opérateur aura à sa charge le raccordement électrique de son chantier, notamment pour l’alimentation de son éventuelle base vie, des grues ou autre système de levage. Il se rapprochera du concessionnaire pour définir les modalités de raccordement de son chantier et ouvrir un abonnement.

1. Réseau d’eau potable

Sauf présence d’un réseau d’eau potable (temporaire ou définitif) réalisé dans le cadre de l’opération par l’Aménageur, l’opérateur aura à sa charge la demande de raccordement et pose d’un compteur de chantier auprès du concessionnaire Eau du Grand Lyon pour alimenter sa base vie de chantier.

1. Réseau d’eau pluviale

Il est formellement interdit à l’opérateur de se brancher sur le réseau d’eau pluviale. Il est ici rappelé que les eaux pluviales doivent être infiltrées à la parcelle.

1. Réseau d’eau usée

Le branchement au réseau EU est autorisé (après accord du concessionnaire) uniquement pour le raccordement des toilettes de la base vie de chantier. Les frais de branchement sont à la charge de l’opérateur.

A la fin de son chantier, l’opérateur fera réaliser à ses frais un passage caméra et un essai d’étanchéité du regard et du réseau EU mis à disposition. Les rapports de passage caméra et essai d’étanchéité seront transmis à l’aménageur à la libération des emprises de chantier.

En cas de dégradation du regard EU, les travaux de remise en état seront réalisés par l’aménageur ou le concessionnaire. Le coût des travaux seront supportés par l’opérateur sur facture de l’entreprise de l’aménageur ou du concessionnaire le cas échéant.

# Tenue et environnement de chantier

## Objectifs

**La démarche entreprise vise à réduire les nuisances liées aux chantiers ressenties par :**

* Les usagers, extérieurs ou intérieurs au chantier (le personnel travaillant sur le chantier, les riverains, les occupants - habitants ou employés - dans le cadre d’une réhabilitation, les usagers sur l’espace public…),
* L’environnement et la population en général.

Un autre objectif est d’inscrire l’opération – en particulier à travers la conduite du chantier – dans une démarche de développement durable conciliant les préoccupations environnementales, sociales et économiques avec l’intégration d’objectifs de haute qualité environnementale. Cet objectif désormais classique dans la plupart des opérations permet l’obtention de points dans le cadre de certifications.

C’est dans cette perspective qu’est demandé aux opérateurs de chaque lot d’intégrer dans la conception et la réalisation de l’opération les prescriptions environnementales inscrites dans le **cahier des prescriptions environnementales** qui sera remis au moment de la notification ou au moment de l’OS de démarrage. Les mesures et dispositions doivent être décrites par l’opérateur dans sa note d’organisation de chantier. La rédaction d’un Plan de Prescriptions Environnementales - PPE par les entreprises est par ailleurs conseillée.

## Application sur chantier

L’opérateur doit exiger une parfaite tenue du chantier pendant la durée des travaux, tant à l’intérieur de l’opération et des emprises, qu’en ce qui concerne les clôtures, l’affichage, la signalisation et les abords. Il s’en assurera via le responsable de l’emprise.

En cas d’observation de l’aménageur, l’opérateur doit veiller à ce que des dispositions soient prises immédiatement dans ce sens et en tenir informé l’aménageur, l’OPC-IC et le CSPS-IC.

## Prévention situationnelle

Lors d’évènements publics spéciaux (type 14 juillet, manifestation dans les rues…), la sécurité du chantier et l’installation des clôtures de chantier peuvent demander une vigilance accrue.

## Lutte contre les nuisances

D’une manière générale, les choix constructifs, l’organisation du chantier et les méthodes de travail des entreprises de travaux doivent contribuer à limiter les nuisances dues au chantier pour les travailleurs et les habitants du quartier :

* Niveaux de bruit respectant à minima la réglementation et le Code du Travail, lire ci-après
* Réduction de l’émission de poussières
* Limitation des flux par une recherche d’optimisation

Se référer au guide de la Métropole Chantiers à faibles nuisances, réduire et optimiser. Disponible à l’adresse :

<https://blogs.grandlyon.com/developpementdurable/2020/09/10/de-nouveaux-outils-a-destination-des-professionnels-du-batiment-pour-reduire-les-nuisances-et-pollutions/>

## Mesures concernant le bruit des chantiers

Rappel de la réglementation en vigueur :

* Code de l’Environnement, articles L.571-1 à L.571-26
* Code général des collectivités territoriales : article L2215-1
* Code de la santé publique : décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique.
* Arrêté préfectoral n° 99.1667 du 19 avril 1999 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage
* Arrêté municipal du 12 mars 1973 portant interdiction de repiquage des façades de nuit
* Arrêté municipal du 22 avril 1992 relatif à la prévention des nuisances sonores dues aux chantiers

Se référer au cahier Acoustique et nuisances sonores du guide de la Métropole Chantiers à faibles nuisances, réduire et optimiser. Disponible à l’adresse :

<https://blogs.grandlyon.com/developpementdurable/2020/09/10/de-nouveaux-outils-a-destination-des-professionnels-du-batiment-pour-reduire-les-nuisances-et-pollutions/>

## Propreté et respect des abords de chantiers

Toutes les dispositions doivent être prises par l’opérateur ou tout tiers intervenant pour son compte sur le chantier pour éviter de salir ou endommager les voies publiques.

En outre, l’opérateur doit prévoir le nettoyage des abords de son chantier autant que de besoin pendant les phases particulièrement salissantes (travaux de terrassement, fondations et gros œuvre).

Il est demandé aux entreprises de chaque opération de mettre en place des bacs de nettoyage des roues des camions à la sortie des chantiers en phase gros œuvre à minima.

## Prévention des risques de pollution des sols et sous-sols

Etant donné la concentration sur un périmètre restreint de plusieurs chantiers concomitants, l’opérateur doit veiller tout particulièrement à prendre en compte de manière adéquate tout risque de fuite de matières polluantes.

En particulier, conformément à la législation en vigueur, l’opérateur doit faire installer des bacs de rétention sous les cuves de stockage d’hydrocarbures (fuel) ou de toutes autres cuves contenant des produits potentiellement polluants.

En complément, se référer au cahier Pollution des sols et de la nappe phréatique du guide de la Métropole Chantiers à faibles nuisances, réduire et optimiser. Disponible à l’adresse :

<https://blogs.grandlyon.com/developpementdurable/2020/09/10/de-nouveaux-outils-a-destination-des-professionnels-du-batiment-pour-reduire-les-nuisances-et-pollutions/>

En conformité avec le référentiel Habitat Durable de la Métropole de Lyon, lors de la mise en œuvre de béton, les huiles de décoffrage utilisées auront une concentration en constituant végétaux > 95%, biodégradables rapidement (> 60% à 28 jours selon la norme NF EN ISO 9408 OCDE 301 F). Elles comportent 4 gouttes dans la catégorie hygiène, 1 goutte dans la catégorie biodégradabilité, et si possible 1 goutte dans la catégorie COV.

## Protection des arbres

Ces dispositifs devront permettre une protection contre toute blessure, dépôt de matériaux ou déversement de produits toxiques tout en assurant la possibilité d’intervention sur les arbres pour leur entretien, et notamment leur arrosage lorsque cela est nécessaire. Toute opération d’élagage devra faire l’objet d’un accord préalable de la Direction de la Voirie – Unité Arbres (service Métropole et devra respecter la règlementation et les usages en vigueur.

Les arbres existants devront être protégés par un double dispositif : un balisage et une mise en défens devront être réalisés pendant le chantier à l'aide de rubalise ou de grillages avertisseurs. Ce balisage sera réalisé sur une bande tampon de 5 m autour du tronc afin d’éviter d’impacter les racines.

Après échange pour validation avec l’aménageur, une formation d’une demi-journée sur site par un écologue permettra de sensibiliser le personnel de chantier et garantir l’efficacité des mises en défens réalisées.

Une protection des systèmes racinaires peut être mis en place (platelage) pour permettre les circulations à moins de 5m du tronc. Ce type de protection devra être validé par les services gestionnaires des arbres concernés (Ville ou Métropole).

Des mesures et essais seront également nécessaire avant de circuler sous le houppier des arbres maintenus, afin de garantir que les circulations ne détérioreront pas les branchages.

En complément, se référer au cahier Vivant – Faune et flore du guide de la Métropole Chantiers à faibles nuisances, réduire et optimiser. Disponible à l’adresse :

<https://blogs.grandlyon.com/developpementdurable/2020/09/10/de-nouveaux-outils-a-destination-des-professionnels-du-batiment-pour-reduire-les-nuisances-et-pollutions/>

## Mesures d’évitement et de réduction des impacts environnementaux du projet

Préservation des arbres remarquables ;

* Conservation d’habitat d’espèces et maintien des continuités écologiques ;
* Adaptation des périodes de travaux (tableau ci-dessous);
* Réduire le dérangement induit par la libération des emprises sur les espèces présentes sur la zone d’étude et à proximité ;
* Gestion des espèces invasives : les engins qui interviendront sur les chantiers devront arriver sur site exempts de tout fragment d’espèces invasives, c’est-à-dire que les chenilles, roues, bennes, godets devront avoir été nettoyés soigneusement avant d’arriver sur le chantier. Dans le cas où de nouveaux foyers d’espèces invasives apparaissent dans la zone de travaux, les stations devront être matérialisées (à la rubalise par exemple) et impérativement évitées par les engins avant traitement.
* Gestion des déchets verts : en cohérence avec la réglementation actuelle, le traitement des déchets devra se faire au plus près du site contaminé et s’appuyer sur un principe de valorisation biologique maximale des déchets verts. Tout transport de terre contaminée ou de tiges laissées sur de la terre humide, qui sont des facteurs majeurs de propagation, sera interdit. Vis-à-vis des Espèces Exotiques Envahissantes, la mise en application de ce principe suppose une exportation sécurisée des déchets hors du site traité. La technique à privilégier est un compostage en site de traitement adapté.

**Ci-dessous un tableau des périodes de travaux en fonction des sensibilités sur les milieux naturels :**

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, nombre

Description générée automatiquement

**Un écologue assurera le suivi des préconisations environnementales sur toute la durée et toutes les phases des travaux** qu’il s’agisse des travaux de sécurisation (mise en défens des arbres) ou des travaux d’aménagements paysagers (espaces publics ou lots à construire):

* Localisation des éléments à enjeux écologiques et balisage des zones sensibles à protéger ;
* Veille à la mise en œuvre du cahier des prescriptions environnementale qui sera transmis aux entreprises avant le démarrage des travaux ;
* Sensibilisation des entreprises de travaux aux enjeux écologiques et des différents intervenants ;
* Suivi du chantier par des visites régulières du chantier ;
* Etc.

Dans le cas où le projet ferait l’objet d’un arrêté préfectoral portant dérogation aux espèces protégées au sens de l’article 411-1 du Code de l’Environnement, l’opérateur et ses entreprises devront respecter l’ensemble des prescriptions qui leur incombent. Cet arrêté accessible ici (*mettre lien hypertexte*)

# Mise en exergue des zones à protéger et des zones à maintenir en fonctionnalité

*Le cas échéant*

## Les zones restées ouvertes au public

## Les zones d’espaces verts à protéger

## Les zones de protections vis-à-vis de la faune/flore

*Notamment dans le cadre d’un arrêté de dérogation préfectoral aux espèces protégées*

## Les zones d’expérimentations

*Exemple : zones de stockage de terres fertiles*

## Les zones de prototypes

## Les zones avec les fonctionnalités à maintenir

Les fonctionnalités à maintenir, détaillées par secteur sont les suivantes (voir plan ci-dessous) :

* Secteur 1 : ………….
* Secteur 2 : ………..

# Réalisation des remblaiement contiguës d’ouvrages

Les remblais contigus des sous-sols, situés sous domaine public futurs, restent des travaux à charge de l’acquéreur et doivent être réalisés selon les règles de l’art.

Ainsi, drainages de pied, drainages surfaciques des parements béton enterrés doivent être réalisés par les entreprises de l’acquéreur du lot selon les Normes et DTU propres aux bâtiments.

A l’issue, le remblaiement contigu se fera par couches élémentaires d’un matériau classé D2 ou C1B4 du GTR, par couches élémentaires de 30 cm maximum, compacté avec les moyens adaptés (cf. guide du VETRA).

Les critères de réception à respecter par l’acquéreur avant remise d’ouvrage à l’aménageur seront de manière cumulative :

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, algèbre

Description générée automatiquement

# Procédure demande d’emprise exceptionnelle

Une procédure pour les demandes de stockage temporaire et d’emprise exceptionnelle a été mise en place par l’OPC-IC du projet. Elle est fournie accessible ici (*mettre lien hypertexte*). **Cette procédure est uniquement valable lorsque les voiries ne sont pas encore rétrocédées.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **PROCEDURE DE STOCKAGE DE MATERIAUX SUR LE SITE** | | |
| **Etape 1** | Demande | Demande écrite par mail à l’Aménageur copie OPC-IC avec les informations suivantes :   * volume * surface d'occupation estimée * date de début * date de fin * nature des matériaux |
| **Etape 2** | Réponse sous 15 j | Vérifier la compatibilité avec le phasage général  Vérifier les accès préalables à des sondages géotechniques pour les opérations  Bilan des demandes à faire en réunion OPC-IC |
| **Etape 3** | Constat avant mise en œuvre | Constat contradictoire avec photographie et levé topographique avant mise en œuvre |
| **Etape 4** | Mise en œuvre | Implantation avec un géomètre Pose d'un géotextile  Mise en œuvre des matériaux avec un état de surface fermé Vérification d'une solution d'écoulement des eaux pluviales Identification du propriétaire par un balisage  Levé topographique du stock |
| **Etape 5** | Suivi | Reportage photographique mensuel |
| **Etape 6** | Constat d’évacuation | Constat contradictoire avec photographies  Les retards d’évacuation seront gérés suivant les modalités de la convention |

# Communication avec les riverains

**La communication avec les riverains est une des clefs pour prévenir et limiter les nuisances.**

L’aménageur réalise 2 à 3 fois par an des lettres info travaux sur les grandes étapes des travaux à venir et organise une fois par an une réunion d’information à destination des riverains. Ces informations sont compilées auprès des opérateurs. **Tout changement notable devra être signalé à l’aménageur sans délais.**

En cours de chantiers, chaque opérateur est responsable de la communication propre à son lot pour autant dans une logique de cohérence des informations, cette information devra aussi être transmise à l’aménageur.

# Compte inter-chantiers

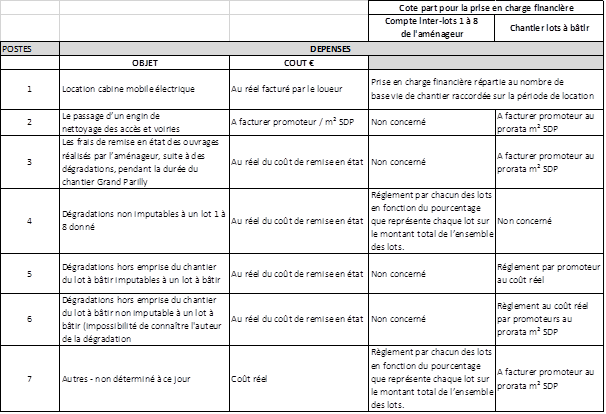
Un compte inter-chantiers est mis en place par l’aménageur afin de répartir différentes charges entre les différents opérateurs, avec une répartition basée sur un prorata temporis et des surfaces de plancher (ci-après « SDP ») développées par chaque programme de chaque opérateur.

**Participation des chantiers de construction des lots à bâtir**

Il est convenu entre les opérateurs et l’Aménageur que le dépôt de garantie déposé pourra également être affecté aux dépenses d’intérêt communs suivantes (à titre d’exemple) :

* Frais de location de la cabine mobile électrique qui alimente également l’ensemble des bases vies de chantier du projet …………,
* Le passage d’un engin de nettoyage des accès et voiries,
* Les frais de remise en état des ouvrages réalisés par l’aménageur, suite à des dégradations, pendant la durée du chantier ………….,

**Les principes de répartition et de prise en charge financières des frais sont les suivants :**



*Nota : Pour les dépenses de dégradation non imputables à un chantier de construction donné, elles comprennent :*

* *les frais de la main-d’œuvre d'exécution de l'entreprise qui procédera aux réparations ;*
* *les frais de matériels, de fournitures de l'entreprise qui procédera aux réparations ;*
* *les prestations réalisées par des tiers pour le compte de l'entreprise qui procédera aux réparations.*

**Gestion**

Ce compte prorata sera gérée par l’aménageur ou tout autre intervenant désigné par ce dernier.

**Facturation**

La personne en charge du compte inter-chantiers établira, l'état des dépenses et des recettes et transmettra les factures à chacun des acquéreurs de lots, dont le chantier de construction est en cours.

**Montant prévisionnel de la participation de l’acquéreur (*exemple à adapter*)**

L’ensemble des frais de dépenses d’intérêts communs pour les chantiers de construction des lots à bâtir sur l’ensemble du lot ….. est estimé à ………..€ HT et sera affecté à la SDP par chantier sur la SDP totale, soit par exemple 9 793 m² pour le lot C1/C2 sur une SDP totale de 22 125 m² (44%).

Etant ici précisé que la participation de chaque lot à bâtir pour la prise en charge des frais du compte prorata inter-chantiers (exemples : participation à la location de la cabine mobile, ouvrages réalisés par l’aménageur dégradés) ne sera appliquée que pour la période de chantier de chaque lot.

Exemple : pour une SDP totale de 22 125m² répartie entre 3 îlots suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Ilots | M² SDP | Part en M |
| C1 | 9793 | 44% |
| C2 | 4 804 | 22% |
| C3 | 7 528 | 34% |
| Total | 22 125 | 100% |

# MISE EN SERVICE DES ESPACES PUBLICS / ARRIVEE DES PREMIERS HABITANTS

## Rétrocession et notion d’unité fonctionnelle

Une convention de remise d’ouvrage entre l’aménageur et les collectivités définit les conditions de rétrocession des espaces publics. La prise en charge des voiries et de leur entretien par les collectivités ne fait pas l’objet de réception partielle mais plutôt de réception par « unités fonctionnelles ». Ces dernières se définissent comme des zones géographiques finalisées et accessibles avec une entrée et une sortie n’impliquant pas de demi-tour.

**Pour rappel, les voiries rétrocédées devront faire l’objet d’une demande d’arrêté de circulation en cas d’occupation temporaire par un chantier.**

Le calendrier des opérateurs au-delà de la rétrocession des voiries génèrent des questionnements liés :

* A l’accès par les services de secours
* A l’accès pour les services de ramassage des ordures ménagères et les services de la Poste
* A l’entretien des voiries mais aussi des espaces verts et de l’éclairage public.

Cette partie a donc pour objectif d’établir des règles de fonctionnement permettant la cohabitation des chantiers et des habitants du secteur aménagé en toute sécurité. Il s’agit également de permettre le développement de la vie de quartier malgré la gêne éventuelle due aux chantiers.

## Service de secours SDMIS

Lors de la conception des îlots, les accès pour les services de secours ont été dimensionnés en lien avec l’aménagement des espaces publics. Ils sont donc identifiables tant en phase travaux que lorsque les bâtiments sont habités.

Il est demandé à tout intervenant du secteur aménagé XXX de garantir le maintien des accès secours existant et de permettre le passage des véhicules et leur giration à tout instant du chantier. Il est également demandé de maintenir libre un accès au poteau incendie le plus proche.

Les services de secours seront invités sur place en amont de l’arrivée des premiers habitants pour vérifier le maintien des accès et la faisabilité de la circulation des secours. Cette visite pourra être réitérée au besoin l’année ou le semestre suivant selon les exigences des services de secours.

Un plan de circulation secours en lien avec le phasage sera mis en place et affiché en entrée de secteur aménagé XXX. Il définira les différentes zones pour permettre le repérage des services au sein du site.

**Une liste des astreintes devra être fournie pour chaque îlot.**

## Collecte des ordures ménagères

De la même manière que pour les accès secours, l’accès des services de ramassage des OM a été défini en conception pour chaque îlot en lien avec les espaces publics.

Pour garantir la collecte, le véhicule de ramassage doit être en capacité de boucler sa trajectoire (entrée et sortie par deux accès différents). Si cela n’est pas possible, une aire de retournement doit lui être aménagée. Les lieux de collecte sont appelés des points de présentation. Ils sont aménagés au plus proche ou sur le domaine public.

Lors de la phase mixte pendant laquelle, les premiers habitants seront présents sur le secteur aménagé XXX en parallèle d’autres chantiers, les points de présentation devront être étudiés en lien avec les services de ramassage.

En effet, si l’accès aux points de collecte définitifs n’est pas possible, des points de présentation provisoires devront être mis en place.

C’est pourquoi une réunion sera mise en place par l’aménageur avant l’arrivée des premiers habitants entre les services de ramassage et les promoteurs concernés. Elle sera réitérée au besoin à l’avancement de l’opération.

## Entretien et nettoyage de voirie

### Entretien avant rétrocession

**Avant la rétrocession des voiries aux collectivités, les voiries seront entretenues par la MOA. La prise en charge de cet entretien sera intégrée dans le compte prorata inter-chantiers selon les modalités prévues.**

En cas de dégradation des aménagements existants, il sera demandé au responsable des contreparties financières. Si la responsabilité n’est pas clairement définie, les coûts induits par les réparations seront répartis sur l’ensemble des chantiers présents sur le secteur aménagé XXX au moment de la dégradation.

Il est demandé aux chantiers en terrassement la mise en place d’un débourbeur pour limiter l’incidence sur les voiries déjà réalisées mais également sur les voiries adjacentes au site.

Une zone de lavage des toupies doit également être définie pour chaque chantier. Une décantation doit être mise en place avant rejet dans le réseau d’eaux usées. Pour rappel, le dépôt sauvage des résidus de lavage des toupies est formellement interdit.

### Entretien après rétrocession

Dès lors qu’un espace est rétrocédé à la ville ou la Métropole, il est alors considéré au même titre que tous les espaces environnant au site.

La Métropole réalise un nettoyage à la balayeuse des voiries. La ville réalise quant à elle, un nettoyage à pied avec le stationnement d’un véhicule de service dans un espace dédié.

## Entretien des espaces verts

La mise en place des espaces verts par l’aménageur dans le cadre de ces marchés d’aménagement comporte une phase de parachèvement et une phase de confortement durant entre 2 et 2.5 ans. Durant ces phases, le développement des végétaux est surveillé sous la responsabilité de l’entreprise d’espaces verts. Les collectivités sont bien entendues conviés aux différents constats réalisés pendant cette période.

Cependant la propreté des espaces verts n’est pas la responsabilité de l’entreprise mais de la ville ou de la Métropole qui en assure le nettoyage dès réception de l’espace vert.

Au-delà du délai de confortement, les collectivités prennent pleinement en charge l’entretien des espaces verts.

## Entretien de l’éclairage public

L’entretien de l’éclairage incombe à l’aménageur lorsqu’il est provisoire mais également lorsque l’éclairage définitif n’est pas encore rétrocédé à la ville de ……..

De la même manière que les voiries, en cas de dégradation des aménagements existants, il sera demandé au responsable des contreparties financières (cf. compte prorata inter-chantiers). Si la responsabilité n’est pas clairement définie, les coûts induits par les réparations seront répartis sur l’ensemble des chantiers présents sur le secteur aménagé XXX au moment de la dégradation.

# COMMUNICATION

Une charte graphique d’opération est accessible ici (*mettre lien hypertexte*)

# ANNEXE 1 – Manquement au règlement

En cas de manquement constaté à l’application du présent règlement, *nom Aménageur* prévoit les règles suivantes.

* Pour les manquements matériels :
  + De manière générale : les intervenants mettront en œuvre les moyens nécessaires pour éviter toute dégradation en dehors de leur emprise chantier.
  + En cas de dégradations en dehors de leur emprise chantier constatées, le ou les responsables identifiés répareront à l’identique sous contrôle de l’aménageur dans un délais raisonnable.
  + Conformément à l’acte de vente, *nom Aménageur* se réserve le droit d’utiliser le compte séquestre ou fera appel aux recours légaux si le coût des réparations est supérieur au montant du compte séquestre.
  + Si le ou les responsables ne sont pas identifiés, le coût induit par les réparations sera imputé à l’ensemble des intervenants présents sur le site au moment de la dégradation.
  + Le report des coûts induits par des dégradations aux entreprises d’exécution sera à réaliser par les maîtrises d’ouvrage. Il est donc conseillé de prévoir les clauses adéquates dans les marchés.
* En cas de manquement aux règles légales et réglementaires applicables à la réalisation de tout chantier, notamment en matière d’hygiène, de sécurité et de droit du travail, *nom Aménageur* contactera les autorités compétentes qui pourront prendre les sanctions adéquates.
* En cas de non-transmission de documents, se référer aux chapitres concernés dans le présent document.
* *nom aménageur* demande à ce que soient inscrits aux contrats ces clauses spécifiques destinées à faire respecter les éléments du présent règlement auprès de ses entreprises y compris sous- traitantes. Le présent document peut être annexé aux marchés des entreprises d’exécution. Dans cet objectif. Chaque opérateur devra prévoir la mise en place de contrôles adéquates et désigner les responsables en charge de ces contrôles.

# ANNEXE 2 – Rappel des procédures d’autorisation sur domaine public

Les types d’autorisations exposés ci-dessous doivent être sollicités par les opérateurs ou tous tiers intervenants pour son compte. Les délais d’obtention et les procédures explicitées ci-dessous dépendent directement des services instructeurs concernés. nom Aménageur coordonne en amont les interventions, mais n’est pas responsable du traitement des procédures d’autorisation. Le processus de coordination de chantiers est de nature à faciliter les démarches, les services concernés étant associés en amont des demandes d’autorisation.

**1/ Les AOT (autorisation d’occupation temporaires) pour les opérations soumises à autorisations d’urbanisme**

Dans le cadre de sa demande d’autorisation d’occupation temporaire du domaine public pour réaliser ses travaux, le Maître d’Ouvrage, ou tout tiers intervenant pour son compte, s’engage à déposer un dossier pour instruction par les services compétents.

Le service en charge des autorisations de ce type est le …………………………

**Les travaux concernés peuvent se décliner en deux types :**

* Les travaux soumis a permis de construire / démolir

Lorsque des travaux soumis a permis de construire / démolir, nécessitent une emprise sur le domaine public, la demande d’autorisation de voirie doit être transmise au service Direction de la proximité - gestion du domaine public avant les travaux.

Documents à transmettre :

− Un plan de situation,

− Un plan de masse à l’échelle 1/50ème représentant l’immeuble et ses abords avec le positionnement demandé pour l’échafaudage, la ou les bennes, la ou les cabanes de chantier ainsi que les précautions et dispositions mis en œuvre pour assurer la continuité du cheminement piétons,

− Un plan de coupe au 1/50ème indiquant la largeur du trottoir et l’emprise du chantier.

En détails : Si l’occupation du domaine public nécessite des aménagements provisoires tels que la création d’un passage piéton ou d’une mise en accessibilité, c’est le porteur de la demande d’occupation du domaine qui finance et réalise les travaux.

* La dépose de bennes et de matériaux

Le dépôt de bennes à gravats sur trottoir est réglementé car il s’agit d’une emprise sur le domaine public.

Il doit faire l’objet d’une demande auprès des services municipaux.

Les demandes d’autorisation de bennes suivent le même process que les demandes d’arrêté de circulation et de stationnement.

Comme indiqué, l’opérateur devra vérifier auprès de nom Aménageur la propriété du foncier afin de mettre en œuvre les bonnes démarches.

**2/ Les arrêtés de circulation ou de stationnement**

Dès lors qu’une intervention a un impact sur le domaine public, que ce soit sur des zones réglementées pour du stationnement ou sur des voies dédiées à la circulation, une autorisation des services municipaux est nécessaire**.**

Ces arrêtés sont pris par ………………………………….

Avant toute demande d’arrêté, l’entreprise doit enregistrer son opération sur l’outil LYVIA de la Métropole pour situer géographiquement les travaux, et s’assurer de la cohérence des emprises avec les autres travaux en cours.

Le délai d’acceptation est de 10 jours, et un numéro LYVIA sera transmis aux entreprises, ce numéro étant nécessaire pour pouvoir faire la demande d’arrêté. Attention, le délai de **délivrance de l’arrêté est de 12 jours ouvrés**.

Documents à transmettre :

Un plan de situation ou à défaut un croquis. Vous pouvez aussi joindre une photo ou autre document pour préciser au mieux votre demande.

**Arrêté de stationnement :**

Lorsqu’une intervention ponctuelle ou une emprise de chantier impacte des zones dévolues au stationnement de véhicules, la mise en place d’un arrêté spécifique supprimant un ou plusieurs emplacements de stationnement réglementé est nécessaire.

**Arrêté de circulation :**

Cet arrêté préalable à la mise en place d’une signalisation spécifique, est nécessaire dans le cas où la réalisation des travaux nécessite d’interrompre ou de modifier la circulation.

Les restrictions de circulation peuvent prendre l’une des formes suivantes :

* Fermeture totale de la route à la circulation
* Circulation alternée par feux tricolores ou manuellement (neutralisation d’une voie)
* Basculements de circulation sur la chaussée opposée pour les routes à chaussées séparées
* Limitations de vitesse, de gabarit, de poids

**3/ Procédure particulière concernant les arbres d’alignement**

Dans certains cas, l’organisation du chantier et les contraintes qui pèsent sur celui-ci peuvent nécessiter à minima une protection efficace, voire le retrait total ou partiel d’arbres d’alignement au droit du terrain assiette de l’opération.

Les arbres d’alignement sont gérés par un service spécifique dépendant de la Direction de la Voirie du Grand Lyon ; leur gestion est donc soumise à une réglementation métropolitaine.

La demande d’autorisation ne peut être sollicitée auprès de la Direction de la Voirie par le Maître d’Ouvrage ou tout tiers intervenant pour son compte qu’après validation du plan d’installation de chantier, dans le cadre des réunions de coordination en lien avec les services gestionnaires du public.

**4/ Création d’une entrée charretière pour les besoins du chantier**

La demande pour une entrée charretière est à faire par l’opérateur à la subdivision voirie.

La voirie propose un devis incluant la réparation après chantier (sauf si projet d’aménagement du domaine public) et les travaux s’organisent sous 1 mois une fois le devis signé par l’opérateur.

Les travaux sont ensuite facturés au réel au demandeur par la subdivision voirie.

L’entrée charretière objet de la demande doit figurer sur le PIC.

**5/ Horaires de travail, bruit et dérogation**

Lors de l’exécution des travaux, dès lors qu’une emprise sur le domaine public est autorisée, une dérogation à l’arrêté municipal portant sur la régulation du bruit peut être mise en œuvre. Il s’agit d’une dérogation aux horaires de travail sur les chantiers ayant une incidence sur le domaine public.

Les horaires dérogatoires devront être indiqués dans la demande d'arrêté. La mise en œuvre de cette dérogation doit être argumentée (contraintes chantier, conditions météorologiques) dans la fiche Opération ou la Note d’organisation de chantier à fournir par l’opérateur dans le cadre de son opération.

En outre, il est fortement recommandé de limiter le recours à cette faculté, du fait des impacts en termes de bruit et des risques d’interruption du chantier par les autorités compétentes en cas de plaintes des riverains répétées et justifiées.

**6/ Abandon d’ouvrages enterrés**

**6.1. Abandon sous domaine public**

Tout abandon d’ouvrages (berlinoises, tirants, micropieux, canalisations …) sous le domaine public sera soumis au processus Métropole, et soumis à taxation.

**La demande doit être adressée à la Métropole, service patrimoine Voirie, et comporter les éléments suivants :**

* Le cerfa 14023-01 dûment complété : en page 2 ; « Ouvrages divers », cocher la case « Autres (à préciser) » et préciser les ouvrages sur le domaine public sous la forme suivante : « X m linéaire de berlinoises et/ou X tirants d’ancrage »
* Un descriptif des travaux et leurs dates de réalisation, ainsi qu’un plan d’implantation et coupes des ouvrages de soutènement, plan sur lequel doivent apparaître les axes des tirants, les berlinoises situées sur le domaine public (même partiellement), et leurs cotations de longueur, ainsi que la limite entre le domaine privé et le domaine public
* Le numéro SIRET et l’adresse du maître d’ouvrage bénéficiaire de l’autorisation et qui s’acquittera de la redevance.

**Les préconisations du règlement de voirie sont les suivantes :**

* Un empiétement des berlinoises de 0,30 mètre au maximum sur le domaine public routier
* Un arasement des ouvrages, à 1 mètre au minimum au-dessous du trottoir ou de la chaussée quand il n’y a pas de trottoir
* Après arasement, compactage sur 1m selon les règles générales de remblayage de tranchée
* Interdiction de conserver un vide entre la berlinoise et la paroi construite puis de le combler

Le technicien de secteur peut également demander une désactivation des tirants. Le maître d’ouvrage adressera le cas échéant un courrier précisant les besoins concernés auprès de la Métropole, service patrimoine voirie, selon les mêmes dispositions que ci-dessus.

L’intervenant devra également faire connaître aux entreprises auxquelles il confie l’exécution des travaux, les dispositions de la présente charte et du Règlement de voirie de la Métropole de Lyon.

Les demandes devront être adressées au minimum 90 jours avant la date anticipée de réalisation des travaux.

**6.2. Abandon sous domaine de l’aménageur (nom MOA)**

Tout abandon d’ouvrages (voir §3.2.3.1) sous le domaine du *nom Aménageur* devra suivre les mêmes conditions que pour un abandon d’ouvrage auprès de la Métropole de Lyon, mais ne sont pas soumis à taxation.

La maitrise d’ouvrage adressera un courrier auprès du *nom Aménageur*, 90 jours minimum précédant la date anticipée de travaux.

**La demande devra comporter :**

* Le cerfa 14023-01 dûment complété : en page 2 ; « Ouvrages divers », cocher la case « Autres (à préciser) » et préciser les ouvrages sur le domaine public sous la forme suivante : « X m linéaire de berlinoises et/ou X tirants d’ancrage »
* Un descriptif des travaux et leurs dates de réalisation, ainsi qu’un plan d’implantation et coupes des ouvrages de soutènement, plan sur lequel doivent apparaître les axes des tirants, les berlinoises situées sur le domaine public (même partiellement), et leurs cotations de longueur, ainsi que la limite entre le domaine privé et le domaine public
* Le numéro SIRET et l’adresse du maître d’ouvrage bénéficiaire de l’autorisation.

Le technicien de secteur demandera la désactivation des tirants. Le maître d’ouvrage adressera le cas échéant un courrier précisant les besoins concernés auprès de la *nom Aménageur*, selon les mêmes dispositions que ci-dessus.

L’intervenant devra également faire connaître aux entreprises auxquelles il confie l’exécution des travaux, les dispositions de la présente charte.